

**RAPPORT N° 2025/3-45  
au Bureau Communautaire  
en séance du jeudi 26 Juin 2025**

**OBJET**

**MISE A JOUR DE L'ACTION SOCIALE DE LA CINOR - ADHESION DE LA COLLECTIVITE AU COMITE NATIONAL D'ACTION SOCIALE (CNAS)**

Par délibération n°2020/1-24 du 27 février 2020, le Bureau de la Communauté a approuvé le programme d'action sociale pour le personnel de la CINOR.

Suite à différents échanges avec les partenaires sociaux, il est apparu opportun d'actualiser le dispositif existant en prenant davantage en compte les besoins de l'ensemble des agents en termes de prestations d'action sociale, de promouvoir et rendre plus visible les prestations proposées et enfin de mettre en conformité certaines actions du dispositif existant.

Selon les termes de la loi 2001-2 du 3 janvier 2001, les collectivités locales et leurs établissements publics peuvent confier à titre exclusif la gestion de tout ou partie des prestations dont bénéficient les agents à des organismes à but non lucratif ou à des associations nationales ou locales régies par la loi du 1 juillet 1901 relative au contrat d'association.

Le CNAS est une association loi 1901 à but non lucratif créée le 28 juillet 1967, dont l'objet porte sur l'action sociale des personnels de la fonction publique territoriale et de leur famille. Il porte un large éventail de prestations, qu'il fait évoluer chaque année afin de répondre aux besoins et attentes de ses bénéficiaires.

Après une analyse comparative du dispositif existant et des prestations proposées par le CNAS, il est proposé de recourir dorénavant au services de cette structure pour assurer les prestations liée à l'action sociale de la collectivité.

Il convient dès lors d'abroger les dispositions de la délibération existante qui viennent en doublon avec celles du CNAS et d'ajuster les dispositions maintenues au regard de l'évolution de la réglementation et de la jurisprudence, concernant les chèques cadeaux de fin d'année dont le montant doit être uniformisé pour l'ensemble des agents. Les autres dispositions de la délibération demeurent inchangées à savoir les titres restaurants, l'aide aux transports pour les trajets domicile-travail et la protection sociale complémentaire et prévoyance.

Il est à noter que la collectivité devra désigner un délégué parmi ses membres élus ainsi qu'un délégué représentant du personnel.

Par ailleurs un correspondant et éventuellement des adjoints devra ou devront être désignés parmi le personnel pour être relais de proximité entre le CNAS, l'adhérent et les bénéficiaires et dont la mission consistera à promouvoir l'offre du CNAS auprès des bénéficiaires, conseiller et accompagner ces derniers et assurer la gestion de l'adhésion.

Au plan financier, la cotisation s'élève en 2025 à 222 euros par agents pour une adhésion au 1<sup>er</sup> janvier. Elle est évolutive et son montant par bénéficiaire est validé lors du Conseil d'Administration du CNAS qui se déroule le dernier trimestre de l'année N-1. Dans le cas d'une adhésion au 1<sup>er</sup> septembre, elle est proratisée sur les 4 mois restants sur l'année. Sur un total de 440 agents, la cotisation annuelle s'élève à 97 680 € pour une année pleine et à 32 560€ pour une adhésion à compter du 1<sup>er</sup> septembre. Les crédits correspondants sont ouverts à la section de fonctionnement du budget principal 2025.

Le Comité Social Territorial a été consulté le 20 juin 2025 et un avis a été rendu.

Par conséquent, il est proposé :

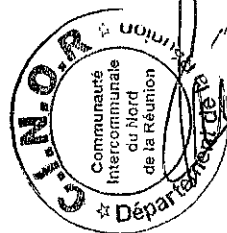
- D'approuver l'adhésion de la CINOR au CNAS, suivant sur la base de la convention transmise en annexe, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2025, cette adhésion étant renouvelée annuellement par tacite reconduction avec faculté de résiliation annuelle ;
- D'approuver le versement au CNAS d'une cotisation correspondant au mode de calcul :  
(Nombre de bénéficiaires actifs) x (montant forfaitaire de la cotisation par bénéficiaire actif) / année
- De désigner un ou une élue déléguée, pour représenter la CINOR au sein du CNAS ;
- D'autoriser le Président à procéder à la désignation parmi les membres du personnel bénéficiaire du CNAS, d'un délégué agent pour représenter la CINOR au sein du CNAS ;

Personnel bénéficiaire du CNAS, d'un  
974-249/40119-20250626-BC2025-3-45-DE  
Date de télétransmission : 09/07/2025  
Date de réception préfecture : 09/07/2025

- D'abroger les dispositions de la délibération du bureau de la communauté n° 2020/1-24 du 27 février 2020, excepté celles apparaissant au chapitre I-« le socle commun » et relatives à :
  - o B- titres restaurants
  - o E- aide aux transports pour les trajets domicile-travail
  - o F protection sociale complémentaire et prévoyance
- De maintenir le versement au personnel de la CINOR d'une gratification annuelle pour les fêtes de fin d'année sous la forme de chèques cadeau d'une valeur de 120 €. Cette aide sera versée aux agents titulaires, contractuels de droit public ou de droit privé, sur des postes permanents ou non permanents, s'ils ont effectué au moins 6 mois de service effectif entre le premier janvier et le 31 décembre de l'année au titre de laquelle sont attribués les chèques cadeaux et s'ils sont dans l'effectif du personnel au premier décembre de l'année au titre de laquelle sont attribués les chèques cadeaux ;
- D'autoriser le Président à effectuer toutes les démarches liées à l'exécution de la présente délibération et à signer tous les actes y afférents.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président**  
**Maurice GIRONCEL**



**DECISION N° 2025/3-45  
du Bureau Communautaire  
en séance du 26 Juin 2025**

**OBJET**

**MISE A JOUR DE L'ACTION SOCIALE DE LA CINOR - ADHESION DE LA COLLECTIVITE AU COMITE NATIONAL  
D'ACTION SOCIALE (CNAS)**

**LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE**

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu la délibération n°2020/1-24 du 27 février 2020 relative au programme d'action sociale pour le personnel de la CINOR pour l'année 2020 ;

Vu l'avis rendu par le Comité Social Territorial le 20 juin 2025 ;

Vu l'avis de la Commission Administration Finances joint en annexe ;

Sur le rapport n° 2025/3- 45 du Président.

**APRES EN AVOIR DELIBERE  
DECIDE**

Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20250626-BC2025-3-45-DE  
Date de télétransmission : 09/07/2025  
Date de réception préfecture : 09/07/2025

## **ARTICLE 1**

D'approuver l'adhésion de la CINOR au CNAS, sur la base de la convention transmise en annexe, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2025, cette adhésion étant renouvelée annuellement par tacite reconduction avec faculté de résiliation annuelle ;

## **ARTICLE 2**

D'approuver le versement au CNAS d'une cotisation correspondant au mode de calcul suivant :

(Nombre de bénéficiaires actifs) x (montant forfaitaire de la cotisation par bénéficiaire actif) / année

## **ARTICLE 3**

Le Président a recueilli la candidature suivante pour représenter la CINIOR au sein du CNAS :

### **- Monsieur Benjamin THOMAS**

Le Conseil valide à l'unanimité, le vote à main levée.

Les résultats du vote, à main levée, s'établissent comme suit :

- Votants : 14
- Suffrages exprimés / obtenus : 14

Désigne en qualité de délégué élus, pour représenter la CINOR au sein du CNAS, Monsieur **Benjamin THOMAS** ;

## **ARTICLE 4**

D'autoriser le Président à procéder à la désignation parmi les membres du personnel bénéficiaire du CNAS, d'un délégué agent pour représenter la CINOR au sein du CNAS ;

## **ARTICLE 5**

D'abroger les dispositions de la délibération du bureau de la communauté n° 2020/1-24 du 27 février 2020, excepté celles apparaissant au chapitre I-« le socle commun » et relatives à :

- B- titres restaurants
- E- aide aux transports pour les trajets domicile-travail
- F protection sociale complémentaire et prévoyance

## **ARTICLE 6**

De maintenir le versement au personnel de la CINOR d'une gratification annuelle sous la forme de chèques cadeau d'une valeur de 120€. Cette aide sera versée aux agents titulaires, contractuels de droit public ou de droit privé, sur des postes permanents ou non permanents, s'ils ont effectué au moins 6 mois de service effectif entre le premier janvier et le 31 décembre de l'année au titre de laquelle sont attribués les chèques cadeaux et s'ils sont dans l'effectif du personnel au premier décembre de l'année au titre de laquelle sont attribués les chèques cadeaux

## **ARTICLE 7**

D'autoriser le Président à effectuer toutes les démarches liées à l'exécution de la présente et à signer tous les actes y afférents.

Nombre de votants : 14  
Suffrages exprimés : 14  
Vote pour : 14  
Vote contre : 00  
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme  
Fait à Sainte-Clotilde

08 JUIL 2025

